



RAPPORT ANNUEL
2023-2024

Lettre du chef de la direction

Quelqu'un m'a dit récemment que, dans les autres pays, il y a souvent de nombreuses organisations qui font un travail similaire à celui que SHARE fait au Canada et dans le monde. Ces organisations peuvent conseiller et soutenir les propriétaires d'actifs, mener des actions auprès des actionnaires, coordonner des réseaux, mener des recherches de pointe, éduquer et évaluer, travailler avec les décideurs politiques et les régulateurs, ou soutenir des organisations locales pour mettre en avant des enjeux sur lesquels les investisseurs ont besoin d'en savoir plus.



Mais contrairement à SHARE, aucune de ces autres organisations ne rassemble tout ce travail sous un même toit. Nous le faisons parce que nous reconnaissons que pour relever les défis systémiques auxquels nous sommes confrontés – en tant qu'investisseurs, en tant que communautés et en tant que citoyens – nous ne pouvons pas nous contenter de publier des rapports, d'écrire des articles d'opinion et d'inciter les autres à agir. Si nous voulons voir des progrès, nous devons trouver des options viables, développer les capacités, encourager les actions et la surveillance, et bâtir un pouvoir collectif.

Nous devons également faire ces choses à chaque étape de la chaîne d'investissement afin que les ambitions des propriétaires d'actifs (ainsi que de leurs bénéficiaires et parties prenantes) soient reflétées et prises en compte par tous les intermédiaires qui composent l'écosystème de l'investissement responsable, pour aboutir à des impacts concrets.

Les régimes de retraite, les fiducies autochtones, les universités, les fondations, les gestionnaires d'actifs, les régulateurs, les entreprises, les syndicats et d'autres organisations de base [travaillent tous avec SHARE](#), car notre mission consiste à les aider à atteindre leurs propres objectifs. Nous rassemblons les outils, les analyses, les appuis et, surtout, les groupes partageant de mêmes idées, qui peuvent les aider à être plus efficaces, plus efficaces et plus ambitieux qu'ils ne pourraient l'être seuls.

Nos partenariats, nos réseaux et notre impact se sont considérablement développés au cours des dix-huit derniers mois. Aujourd'hui, nous travaillons régulièrement avec des investisseurs institutionnels représentant des actifs de plusieurs dizaines de millions à plusieurs centaines de milliards de dollars, créant et soutenant de [puissantes alliances nationales et mondiales représentant plusieurs billions de dollars](#), afin de nous soutenir mutuellement dans notre travail commun.

Que vous soyez une université essayant de faire quelque chose de significatif sur le changement climatique, un régime de retraite essayant de déchiffrer la myriade de rapports et d'affirmations des gestionnaires d'investissement, une fiducie autochtone cherchant à reprendre le contrôle de l'avenir de votre communauté, ou une fondation voulant mettre en avant l'équité raciale, vous travaillez avec SHARE parce que l'approche globale et systémique que nous adoptons est à la hauteur de vos ambitions. Vous savez également que vos propres ressources sont soutenues par l'une des plus grandes [équipes indépendantes de défense des intérêts des actionnaires en Amérique du Nord](#).

À l'aube de l'exercice à venir, nous restons fidèles à notre mission, qui consiste à mobiliser les capitaux des investisseurs pour créer une économie *plus durable, plus inclusive et plus productive*. Comme vous le lirez dans les sections ci-dessous, il ne s'agit pas seulement de mots à la mode ou d'un slogan accrocheur ; ces trois piliers de notre mission constituent la base de tout ce que nous faisons, et nous permettent de nous concentrer sur ce qui compte, alors que nous essayons de créer un changement durable et significatif.

Cordialement,



Kevin Thomas
CHEF DE LA DIRECTION



Économie durable

Dans ses efforts pour favoriser la transition économique nécessaire pour faire face à la crise climatique, SHARE se concentre sur la mobilisation des investisseurs et des autres acteurs des marchés financiers pour produire des résultats environnementaux dans l'économie réelle – la seule façon de vraiment faire face aux risques liés à l'investissement auxquels nous sommes confrontés.



Au cours des 18 derniers mois, nos actions en faveur de l'économie durable ont inclus :

Travailler avec les propriétaires d'actifs pour accélérer la transition énergétique

Alors que les investisseurs institutionnels reconnaissent que le changement climatique est à la fois un risque clair et immédiat pour leurs portefeuilles et un risque systémique plus large ayant des implications pour la stabilité écologique, sociétale et financière, SHARE travaille avec un nombre croissant de conseils d'administration et d'employés de propriétaires d'actifs pour développer des [plans d'action climatique des investisseurs](#) (ICAP). Ces plans sont différents pour chaque propriétaire d'actifs, mais ils comprennent toujours des objectifs et des actions destinés à aligner les activités d'investissement sur les efforts internationaux visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius.

Tenir les entreprises émettrices responsables de leurs propres plans climatiques

Bien entendu, les investisseurs ne sont pas les seuls à devoir planifier la transition vers la consommation zéro nette ; les entreprises doivent également apporter leur contribution. C'est pourquoi SHARE a publié un rapport novateur définissant des normes pour les [plans d'action climatique des entreprises](#) (CAP). Ce guide complet explique comment les investisseurs peuvent démasquer l'écoblanchiment des entreprises et leur demander de rendre compte de leurs engagements en matière de climat.

Assurer l'alignement des gestionnaires d'actifs sur les objectifs climatiques

SHARE a aidé ses clients à superviser l'intégration des gestionnaires d'actifs et les pratiques d'intendance grâce à une série de mesures efficaces :

- un [outil unique de vérification des procurations](#) qui permet aux fonds d'analyser, d'évaluer et de comparer la manière dont leurs votes sont exercés par leurs gestionnaires d'actifs
- des [lignes directrices actualisées pour le vote par procuration](#) qui comprennent des normes plus rigoureuses en matière de gouvernance climatique, entre autres mises à jour importantes
- une nouvelle version de notre [questionnaire destiné aux gestionnaires d'actifs](#), élaboré pour le compte d'une douzaine d'universités de premier plan, qui apporte des améliorations en termes de clarté et de facilité d'utilisation

Nous avons également réuni des clients propriétaires d'actifs dans le cadre d'engagements de collaboration avec leurs gestionnaires d'actifs sur le climat et d'autres priorités ESG, en veillant à ce que les acteurs de l'ensemble de la chaîne d'investissement soient alignés sur la lutte contre les risques systémiques et ceux à long terme, tels que la crise climatique.



Alors que les investisseurs institutionnels reconnaissent que le changement climatique est à la fois un risque clair et immédiat pour leurs portefeuilles et un risque systémique plus large ayant des implications pour la stabilité écologique, sociétale et financière, SHARE travaille avec un nombre croissant de conseils d'administration et d'employés de propriétaires d'actifs pour développer des [plans d'action climatique des investisseurs \(ICAP\)](#).

Tirer parti du pouvoir collectif pour favoriser le changement au niveau de l'entreprise

L'un des piliers du travail de SHARE consiste à s'engager auprès des entreprises du portefeuille pour le compte de nos clients investisseurs. Ces efforts aident nos clients à obtenir des engagements liés au climat de la part des entreprises, comme l'engagement de [Metro Inc.](#) et de [Saputo inc.](#) à établir de nouvelles cibles de réduction des GES fondées sur des données scientifiques, ou l'engagement de Dollarama Inc. à déclarer pour la première fois ses émissions de niveau 3 en réponse à une [proposition d'actionnaire déposée par SHARE](#).

SHARE continue également d'inciter les cinq grandes banques canadiennes à respecter leurs engagements en matière de climat, en s'attachant tout particulièrement à équilibrer le ratio entre les investissements dans les énergies non renouvelables et renouvelables. Nous considérons qu'il s'agit là d'un moyen efficace d'attirer l'attention des banques sur leur rôle essentiel dans la transition énergétique et de suivre les progrès réalisés.

Établir des critères de référence ambitieux et plaider en faveur d'une surveillance accrue

La définition de règles et d'attentes claires est essentielle pour atteindre tout objectif majeur, en particulier un objectif aussi complet et essentiel que la lutte contre la crise climatique. C'est pourquoi SHARE plaide en faveur de changements réglementaires et politiques tels que le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier et l'amélioration de la divulgation des émissions.

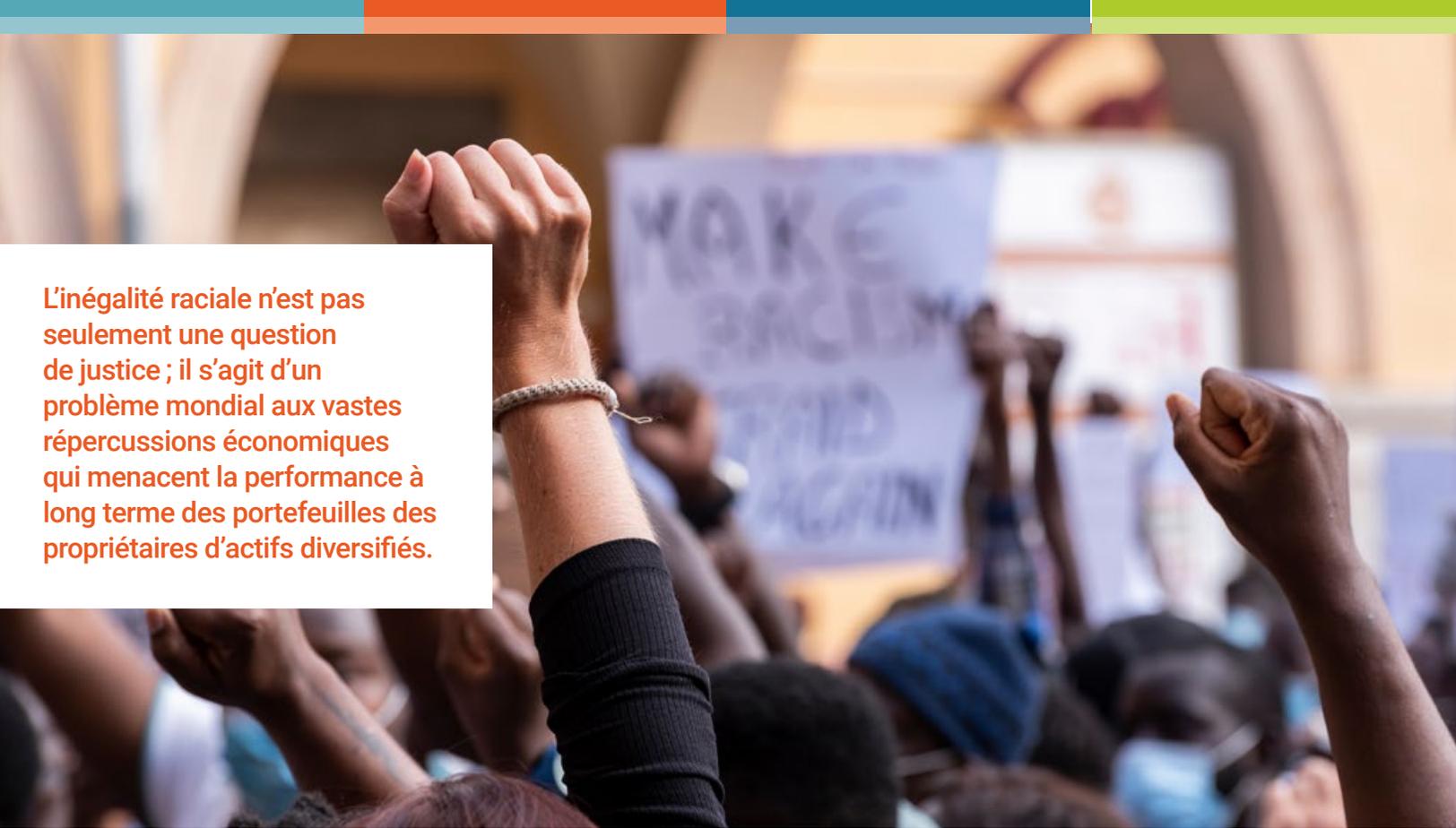
C'est également la raison pour laquelle nous faisons partie du secrétariat conjoint d'Engagement climatique Canada, qui a récemment établi son premier [Indice de référence net zéro](#). Destiné à définir les attentes des investisseurs à l'égard des émetteurs canadiens, cet indice de référence est également la première norme mondiale qui intègre la réconciliation avec les populations autochtones dans son évaluation.



Économie inclusive

Le racisme systémique, la discrimination et les structures coloniales continuent de renforcer les inégalités et d'entraver notre économie. Dans son travail de compréhension et de lutte contre ces problèmes, SHARE s'attache à développer les moyens permettant aux communautés marginalisées de créer et d'exercer un pouvoir économique et d'avoir leur mot à dire dans les décisions financières qui les concernent.





L'inégalité raciale n'est pas seulement une question de justice ; il s'agit d'un problème mondial aux vastes répercussions économiques qui menacent la performance à long terme des portefeuilles des propriétaires d'actifs diversifiés.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, soutenir une économie inclusive signifiait :

Rassembler les investisseurs pour faire progresser l'équité raciale

SHARE adopte une approche similaire pour combattre le racisme systémique et la discrimination que pour lutter contre la crise climatique : nous rassemblons des propriétaires d'actifs partageant les mêmes idées pour plaider en faveur du changement. C'est un principe fondamental de notre mission.

La [communauté de pratique « Investors for Racial Equity »](#) a aidé les investisseurs à aligner leurs portefeuilles sur leurs valeurs et leurs engagements en faveur de l'équité raciale. Au cours des 18 derniers mois, les membres de l'IRE – notamment des fondations, des gestionnaires de patrimoine et des régimes de retraite – se sont réunis pour étudier les stratégies et les approches d'investissement susceptibles de produire des effets tangibles sur la promotion de l'équité raciale au Canada. Ce travail comprend l'élaboration d'un outil exclusif d'évaluation des gestionnaires d'actifs (actuellement à l'état de projet) visant à identifier et à analyser les mesures prises par les gestionnaires pour faire progresser l'équité raciale.

Produire des recherches exploitables

L'inégalité raciale n'est pas seulement une question de justice ; il s'agit d'un problème mondial aux vastes répercussions économiques qui menacent la performance à long terme des portefeuilles des propriétaires d'actifs diversifiés. En examinant les résultats des récents votes d'actionnaires relatifs à l'équité raciale, la note aux investisseurs de SHARE, [Racial equity on the shareholder ballot in 2023](#), met en évidence la force des appels des investisseurs à l'action des entreprises en matière de justice, d'équité, de diversité et d'inclusion.

Nous avons également produit un guide sur les [droits des peuples autochtones](#) dans la transition énergétique dans le cadre de notre [Initiative pour la réconciliation et l'investissement responsable](#) (RRII). Ce dossier vise à aider les investisseurs responsables à évaluer différemment les risques et les opportunités, à remettre en question les inégalités historiques et à donner la priorité à une intégration significative des connaissances des peuples autochtones dans la prise de décisions financières et économiques.

Tenir les grands conseillers en matière de vote par procuration responsables

En tant que première société mondiale de services-conseils en matière de procurations, Institutional Shareholder Services inc. (ISS) exerce une grande influence sur les résultats d'innombrables votes d'actionnaires. Ainsi, lorsque l'équipe de SHARE a remarqué ce qu'elle considérait comme des conseils contradictoires de la part des branches américaine et canadienne d'ISS sur les propositions d'équité raciale dans les grandes banques, [nous avons pris contact avec eux pour leur faire part de nos inquiétudes](#).

Nous collaborons régulièrement avec ISS et son principal concurrent, Glass-Lewis, afin de nous assurer que les voix de nos clients propriétaires d'actifs sont entendues et prises en compte dans les recommandations émises par ces organisations influentes.

Inciter les grandes banques à évaluer et à aborder la question de leur impact sur l'équité raciale

En réponse à l'engagement des actionnaires, la plupart des grandes banques canadiennes (y compris la Banque TD, la RBC, la BMO, la Banque Nationale et la CIBC) ont maintenant accepté de commander [un audit indépendant sur l'équité raciale](#) couvrant l'emploi et les pratiques commerciales. Ces audits devraient aider les entreprises à identifier et à corriger les lacunes qui ont un impact négatif sur les communautés racialisées, ainsi que les risques systémiques pour la valeur actionnariale que ces lacunes représentent. Nous avons réalisé des progrès similaires dans d'autres secteurs, en obtenant des engagements semblables chez Constellation Software, Sun Life Financial, Intact Financial, Open Text et Mondelez International.

Développer un programme Valeurs en action pour les fiducies autochtones

Le programme [Valeurs en action](#) de SHARE offre à des fiducies autochtones sélectionnées la possibilité de rejoindre gratuitement une communauté de pratique qui soutient l'engagement des entreprises bénéficiaires sur des questions qui préoccupent leurs communautés, telles que la réconciliation ou les pratiques environnementales.

Collaborer avec les entreprises émettrices dans le cadre des efforts de réconciliation

L'Appel à l'action 92 de la Commission de vérité et réconciliation, « [Les entreprises et la réconciliation](#) », décrit les mesures que le secteur des entreprises devrait prendre pour participer au processus de réconciliation. En tant qu'investisseurs, nous pensons qu'une réponse complète à l'Appel à l'action 92 de la Commission de vérité et réconciliation, ainsi que [l'évolution croissante de la réglementation relative à la réconciliation avec les peuples autochtones](#), constituent à la fois une opportunité importante pour les entreprises canadiennes et, dans certains cas, un moyen nécessaire de faire face aux risques juridiques, opérationnels, réglementaires et liés à la réputation.

Parmi les entreprises avec lesquelles nous avons travaillé sur cette question, nombreuses sont celles qui ont élaboré et rendu public un plan d'action pour la réconciliation (PAR) et/ou qui se sont engagées dans le programme de certification [Partnership Accreditation in Indigenous Relations](#) (PAIR) créé par le Conseil canadien pour les entreprises autochtones.

Il s'agit également d'un cas où SHARE joint le geste à la parole, puisque nous avons [entamé le processus de certification PAIR](#) en adoptant notre propre engagement en faveur de la réconciliation. Nous avons également créé un comité interne de justice, équité, diversité et inclusion (JEDI) pour nous aider à développer notre propre culture et nos politiques antiracistes.

Plaider pour que les autorités de régulation des marchés financiers adoptent des exigences plus larges en matière de diversité

Les portes des conseils d'administration des entreprises canadiennes s'ouvrent à un échantillon plus large de la population, mais cela ne va pas assez vite. C'est pourquoi SHARE, aux côtés de ses collègues du groupe de travail sur la modernisation relative aux marchés financiers, continue de [plaider en faveur de nouvelles réglementations régissant les informations sur la diversité](#) – au-delà du genre – de la part des entreprises émettrices. Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières [examinent actuellement les modifications à apporter](#) à leur règlement sur la divulgation de la diversité dans les conseils d'administration.



Une économie productive

Ce dans quoi nous investissons – et la manière dont nous structurons et gérons ces investissements – peut contribuer à des inégalités économiques persistantes et croissantes, qui ont à leur tour des effets négatifs sur les rendements économiques globaux. Conscient de cette réalité, SHARE se concentre sur l'élaboration d'une approche globale pour les décideurs en matière d'investissement afin de lutter contre l'inégalité économique systémique et de générer une économie plus productive pour tous.



SHARE a répondu à l'intérêt croissant des propriétaires d'actifs qui souhaitent utiliser leur influence en tant que clients pour améliorer les pratiques d'intendance ESG des gestionnaires d'actifs.

Voici quelques mesures concrètes que nous avons prises au cours des 18 derniers mois pour bâtir une économie plus productive pour tous :

Politique et outils pour les propriétaires d'actifs

SHARE offre aux propriétaires d'actifs une grande variété d'outils pour lutter contre les inégalités et favoriser le changement social. Pour les investisseurs institutionnels qui en sont aux premiers stades de leur parcours d'intendance, nous avons organisé des sessions de formation à l'intention des conseils d'administration afin d'aider ces derniers à comprendre et à gérer les risques sociaux et économiques et à superviser efficacement leurs gestionnaires d'investissement et autres prestataires. Pour ceux qui sont plus avancés sur la voie de l'intégration ESG, nous les avons aidés à élaborer des plans d'action sociaux et de lutte contre les inégalités afin de garantir que les décisions d'investissement soient prises dans une perspective plus large.

Surveillance des gestionnaires d'actifs et engagement collectif

SHARE a répondu à l'intérêt croissant des propriétaires d'actifs qui souhaitent utiliser leur influence en tant que clients pour améliorer les pratiques d'intendance ESG des gestionnaires d'actifs. Nous offrons des [services-conseils](#) avancés pour aider les propriétaires d'actifs à examiner et à évaluer les rapports et les pratiques de leurs gestionnaires d'actifs afin de garantir l'alignement sur les politiques d'investissement et d'améliorer la surveillance. Et pour illustrer la puissance collective de nos réseaux, SHARE a organisé de nombreuses réunions entre de grands gestionnaires d'actifs – y compris des gestionnaires canadiens et [internationaux, tels que BlackRock](#) – et leurs clients propriétaires d'actifs, y compris des fondations, des fonds de pension, des universités et des investisseurs religieux.

Amplifier les campagnes pour les droits des travailleurs

Un autre exemple de pouvoir collectif – et l'un des projets les plus passionnants que nous avons contribué à lancer l'année dernière – est le [Labour Rights Investor Network](#) (réseau des investisseurs pour les droits du travail), une initiative du Comité sur le capital des travailleurs (CWC), hébergé par SHARE. Après quelques mois d'existence, le LRIN compte déjà plus de 40 institutions représentant plus de 3,5 billions de dollars d'actifs gérés ou conseillés, qui se sont toutes engagées à intégrer les droits du travail dans leurs pratiques d'intendance.

En plus du LRIN, nous avons également lancé le [Global Labour Rights Campaigns Hub](#), une initiative du CWC et de SHARE qui vise à amplifier les campagnes des syndicats mondiaux et des organisations de défense des droits des travailleurs en incitant les investisseurs à défendre le travail décent et les droits des travailleurs dans leurs portefeuilles. Le Hub a déjà établi des liens avec des dizaines de campagnes de défense des droits des travailleurs à travers le monde et travaille avec des partenaires pour encourager de nouveaux signataires à [l'Accord international](#), un accord de sécurité contraignant pour l'industrie de l'habillement qui s'est étendu du Bangladesh au Pakistan. SHARE accueille le secrétariat du CWC depuis plus de 20 ans et le centre reflète la capacité croissante que nous apportons à ce travail au niveau international.

Fixer des normes d'investissement qui favorisent les objectifs sociétaux

Les recherches de SHARE ont permis d'établir de nouvelles normes pour les investisseurs en matière de logement abordable et de liberté d'association. Dans le domaine du logement, nous avons produit un rapport sur les [pratiques dans le secteur des fonds de placement immobilier](#) (FPI), et nous avons utilisé cette recherche pour contribuer aux débats politiques fédéraux sur la financiarisation du secteur du logement.

En ce qui concerne les droits des travailleurs, nos partenaires du CWC ont publié des [directives pour l'évaluation des revendications des entreprises en matière de liberté d'association](#). Ce rapport répond au fait que, si de nombreuses entreprises ont adopté des politiques en matière de droits de la personne, un certain nombre d'entre elles ont également été accusées de violations des droits du travail en contradiction apparente avec ces engagements publics.

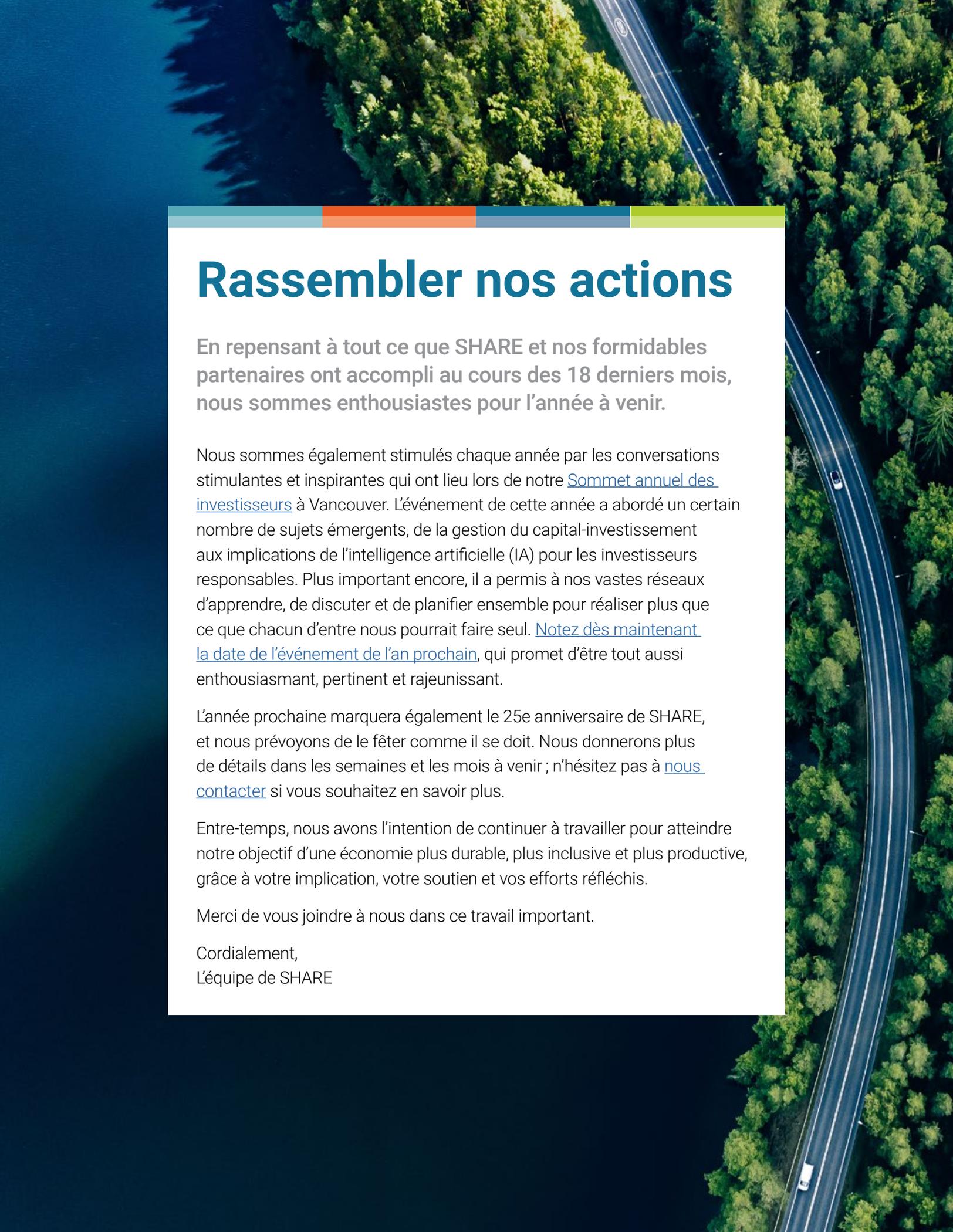
Leadership des actionnaires

Bien entendu, notre travail va bien au-delà de la recherche ; nous faisons progresser l'économie productive en nous engageant auprès des grandes entreprises émettrices au nom de nos clients propriétaires d'actifs. L'une de nos principales réalisations au cours des 18 derniers mois a été l'obtention d'un [engagement historique de la part de Starbucks](#), à savoir la réalisation d'une évaluation par un tiers de son adhésion aux principes des droits des travailleurs. Bien qu'elle soit [loin d'être parfaite](#), cette démarche a été un facteur essentiel pour amener Starbucks à négocier avec les travailleurs, de même qu'une campagne concertée d'actionnaires menée par des organisations partenaires, qui a incité les administrateurs de Starbucks à faire ce qui s'imposait. Nous avons également mené des discussions approfondies sur la liberté d'association, la négociation collective et la santé et la sécurité des travailleurs avec des entreprises telles qu'[Amazon](#), [Tesla](#) et d'autres, et nous avons mené des discussions sur l'amélioration de la gouvernance d'entreprise, même dans les situations les plus épineuses, comme celles des entreprises à deux classes d'actions telles que Meta ou des entreprises contrôlées telles que les [Compagnies Loblaw Limitée](#).

Plaidoyer politique et gouvernance d'entreprise

Sur le plan politique, SHARE a collaboré avec des entreprises, des parlementaires et d'autres acteurs pour encourager [l'adoption de la Loi sur l'esclavage moderne du Canada \(projet de loi S211\)](#). Bien que la législation ne soit pas à la hauteur des besoins, son adoption est une étape importante qui réduit l'écart entre le Canada et ses pairs.

Enfin, l'année dernière a également vu la publication du rapport final de la coalition [Investors for Opioid and Pharmaceutical Accountability](#), qui était coprésidée par le PDG de SHARE – un autre exemple concret de la puissance des efforts de collaboration des actionnaires engagés et responsables, dans ce cas dans une campagne réussie pour réformer la rémunération des dirigeants des sociétés pharmaceutiques responsables de la crise des opioïdes.



Rassembler nos actions

En repensant à tout ce que SHARE et nos formidables partenaires ont accompli au cours des 18 derniers mois, nous sommes enthousiastes pour l'année à venir.

Nous sommes également stimulés chaque année par les conversations stimulantes et inspirantes qui ont lieu lors de notre [Sommet annuel des investisseurs](#) à Vancouver. L'événement de cette année a abordé un certain nombre de sujets émergents, de la gestion du capital-investissement aux implications de l'intelligence artificielle (IA) pour les investisseurs responsables. Plus important encore, il a permis à nos vastes réseaux d'apprendre, de discuter et de planifier ensemble pour réaliser plus que ce que chacun d'entre nous pourrait faire seul. [Notez dès maintenant la date de l'événement de l'an prochain](#), qui promet d'être tout aussi enthousiasmant, pertinent et rajeunissant.

L'année prochaine marquera également le 25e anniversaire de SHARE, et nous prévoyons de le fêter comme il se doit. Nous donnerons plus de détails dans les semaines et les mois à venir ; n'hésitez pas à [nous contacter](#) si vous souhaitez en savoir plus.

Entre-temps, nous avons l'intention de continuer à travailler pour atteindre notre objectif d'une économie plus durable, plus inclusive et plus productive, grâce à votre implication, votre soutien et vos efforts réfléchis.

Merci de vous joindre à nous dans ce travail important.

Cordialement,
L'équipe de SHARE